

FIN D'ANNÉE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

« Certes, la plage est au bout du tunnel, mais le tsunami arrive. » (un·e prof)

Dans un mois, c'est la quille. Si la météo et le virus nous sont favorables, on oubliera un peu cette année kafkaïenne faite de protocoles hiérarchiques, de promesses en l'air (revalorisations, vaccins...), de manipulations ministérielles, de gestion chaotique, de naufrage managérial, de communications mensongères, de détresse sociale et économique pour nombre d'élèves et leurs familles.

Dans le secondaire, la gabegie injustifiable des examens de fin d'année met en évidence toute la toxicité de la réforme du lycée. Il y a eu des grèves, des rétentions de copies, des flics en arme dans les bahuts, la réforme est passée en force, le résultat est désormais sous nos yeux. Ces dernières semaines, des élèves ont lutté contre l'injustice de ces « examens », quelques profs les ont soutenu·es, ils·elles sont aujourd'hui réprimé·es administrativement ou judiciairement. C'est désormais le nouveau visage du « dialogue social » que de disqualifier toute contestation avant de la réduire.

Beaucoup se conforment et détournent le regard en pensant passer entre les coups, les ultimes esprits libres, eux, savent que nous sommes en période pré-fasciste. Quand l'institution policière impose ses vérités et dicte ses conditions, quand la hiérarchie de l'éducation nationale convoque des personnels en l'absence de tout manquement déontologique ou pédagogique pour ne reprocher que des positionnements politiques supposés, quand les lois d'exceptions deviennent la règle usuelle, quand le complotisme ministériel désigne ses contradicteurs sous les traits de manipulateurs islamo-gauchistes, il faut se méfier des gens raisonnables et des discours mesurés. Le silence des pantoufles précède toujours le bruit des bottes.

Éduquer les enfants du peuple n'est pas un boulot comme un autre, certains collègues « apolitiques » nous font définitivement frémir. Qui ne dit mot consent, paraît-il.

Il faut comprendre les incrédules, les orientations politiques et économiques du « monde d'après » sont d'une clarté aveuglante. Dividendes records pour les uns, et, pour les autres, choc social, réformes chômage et retraite, lois sécuritaires, austérité. Sur ce dernier point, les pénuries chroniques de moyen dans la santé ont été assez illustrées par la crise pandémique et les hôpitaux « saturés ». 4 000 lits de réanimation pour les 11 millions de franciliens, que peut faire l'Hôpital public dans une telle indigence ? Des morts.

Pour ce qui concerne l'éducation nationale, c'est dans le premier degré que la pénurie chronique d'enseignant·es s'impose aux élèves même plus accueilli·es à l'école. Des milliers de journées d'écoles ont été supprimées car il n'y avait plus d'enseignant·es. Le droit à l'éducation, la continuité du service public, l'accueil inconditionnel et l'égalité de tou·tes, tous ces principes psalmodiés en boucle par nos « responsables » ne pèsent pas lourd face à la réalité crue : pas de prof, pas de classe... Incroyable non ?

Le roi est nu et un ministre ça peut prendre froid. Les parents qui apprennent le matin même que leur enfant n'aura pas classe ont intérêt à avoir un patron compréhensif qui accepte qu'ils·elles ne se rendent pas au travail.

Conscient du malaise, le ministre a organisé un Grenelle. Après s'être débarrassé, à l'usure, des syndicats les moins dociles, le ministre a tenu salon avec quelques technocrates et quelques managers, pour la plupart parfaitement ignorants des réalités de l'enseignement puisque parfaitement étrangers au milieu éducatif.

Après avoir bien réfléchi, Jean-Michel Blanquer a fait une conférence pour décliner les orientations qu'allait prendre son ministère, tout éclairé qu'il fût par les conversations feutrées et hautement contradictoires qu'il a pu avoir avec ses amis qui avaient refusé « la politique de la chaise vide ». L'éducation nationale va donc se lancer dans le management par objectifs, les primes au mérite, le recours massif aux contractuel·les, les contrats de missions, la mise en concurrence des projets éducatifs, le recrutement local et à profil et le renforcement du pilotage par l'affirmation du « leadership » des responsables d'établissement et, notamment des directeur·rices d'école. Étonnant non ? Le ministre est de droite, ses recettes sont des foutaises qui ont déjà flingué la santé et la joie de vivre de tous les employé·e·s du privé et anéanti tous les services publics (La Poste, France telecom, EDF, hôpital...). Il se trouve même des « syndicats » pour y voir une « première étape » vers un avenir radieux. Nous les laissons réclamer une prime maillot de bain et une formation « natation pleine conscience » en prévision du tsunami. Nous, nous préférons les digues et les barricades.

Nous appelons à refuser et à enrayer jusqu'au bout la machine à sélectionner en rejoignant les mobilisations dans le secondaire.

CNT FTE

33 rue des Vignoles, 75 020 Paris

07 82 14 98 31

fede-educ@cnt-f.org